

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Dix-huitième session de la Conférence des Parties  
Genève (Suisse), 17 – 28 août 2019

Compte rendu de la treizième séance du Comité I

25 août 2019 : 14h15 - 17h15

Présidence : R. Hay (Nouvelle-Zélande)

Secrétariat : T. De Meulenaer  
K. Gaynor  
J. C. Vasquez

Rapporteurs : A. Caromel  
F. Davis  
J. Vitale  
E. Vovk

**Propositions d'amendements des Annexes (suite)**

L'Union européenne (UE) soulève un point de procédure car le Japon a demandé au Président de confirmer la participation de tous les membres de l'UE avant qu'elle puisse exercer ses droits en tant que Partie lors des discussions relatives à la proposition CoP18 Prop. 45. Elle réaffirme sa position, exprimée en séance plénière d'ouverture dans le cadre de l'examen du point 4 relatif au Règlement intérieur, selon laquelle il est entendu que les États membres de l'UE assisteront à chaque session de la CoP et qu'aucune Partie ne contestera l'exercice par l'UE de son droit de vote à la CoP18. Elle espère que ce type de remise en cause ne se reproduira pas et que le compromis trouvé dans le cadre du Règlement intérieur sera accepté. Les États-Unis d'Amérique se rallient à la position de l'Union européenne.

**105. Propositions d'amendements des Annexes I et II**

Les Philippines présentent la **Proposition CoP18 Prop. 6** visant à transférer *Aonyx cinereus* de l'Annexe II à l'Annexe I ; dans un souci de précision, elles demandent de remplacer la dénomination *Aonyx cinereus* par *Aonyx cinerea*.

Le Costa Rica et l'Union européenne appuient la proposition. L'Indonésie s'oppose au transfert à l'Annexe I ; elle propose d'établir un quota zéro pour les spécimens capturés dans la nature et de rédiger un nouveau projet de décision sur la création d'un groupe de travail sur la conservation de la loutre cendrée, lequel fera rapport au Comité pour les animaux et au Comité permanent.

Le Président suspend les débats sur la proposition et demande à ses coauteurs, à savoir l'Inde, le Népal et les Philippines, de définir une marche à suivre en concertation avec l'Indonésie et d'en rendre compte à la prochaine séance du Comité I.

L'Inde présente la **proposition CoP18 Prop. 7** visant à transférer *Lutrogale perspicillata* de l'Annexe II à l'Annexe I.

Le Bangladesh, les États-Unis d'Amérique, l'Iraq, le Népal, Singapour, Sri Lanka, l'Union européenne et le Viet Nam appuient la proposition. Humane Society International (HSI), s'exprimant également au nom de l'Animal Welfare Institute, l'Association of Zoos and Aquariums (AZA), la Born Free Foundation, Born Free

USA, la CATCA Environmental and Wildlife Society, Catholic Concern for Animals (CCA), le Center for Biological Diversity, Conservation Analytics, l'Environmental Investigation Agency, Eurogroup for Animals, l'European Association of Zoos and Aquaria (EAZA), la Fondation Brigitte Bardot, Four Paws, l'International Fund for Animal Welfare (IFAW), le Japan Tiger and Elephant Fund, le Natural Resources Defense Council (NRDC), la Pan African Sanctuary Alliance, ProWildlife, Robin des Bois, San Diego Zoo Global, Sea Shepherd Legal, le Species Survival Network, la Wildlife Conservation Society (WCS), la Wildlife Protection Society of India, le Wildlife Trust of India et World Animal Protection manifestent leur appui à la proposition.

L'Indonésie s'oppose à la proposition, considérant que l'espèce ne remplit pas les critères d'inscription à l'Annexe I tels qu'énoncés dans la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), *Critères d'amendement des Annexes I et II*. En l'absence de consensus, le Président demande un vote.

Avec 102 voix pour, 15 voix contre et 11 abstentions, la proposition CoP18 Prop. 7 visant à transférer *Lutrogale perspicillata* de l'Annexe II à l'Annexe I est acceptée.

L'Eswatini présente la **proposition CdP18 Prop. 8** visant à supprimer l'annotation à l'inscription à l'Annexe II de la population de *Ceratotherium simum simum* de l'Eswatini (actuellement désignée sous le nom de "population du Swaziland"), et à permettre ainsi le commerce légal et réglementé des rhinocéros blancs de l'Eswatini, y compris de leurs cornes et produits. Le pays indique que les coûts liés à la protection des rhinocéros ne cessent d'augmenter et atteignent désormais un niveau si élevé qu'il sera ne sera pas tenable à long terme ; il explique qu'il convient d'étudier toutes les solutions possibles sur les plans juridique et éthiques pour lever des fonds, y compris la possibilité d'obtenir des ressources financières par le biais du commerce international légal. L'Eswatini fait état de la forte polarisation des stratégies de conservation entre l'Afrique australe et les membres d'Afrique septentrionale et occidentale de la Coalition pour l'éléphant d'Afrique. Il affirme que tous les rhinocéros blancs du pays ont fait l'objet d'un séquençage de leur ADN, que toute corne commercialisée pourra être tracée et que les prélèvements n'entraîneront la mort d'aucun animal. Il rejette l'affirmation selon laquelle l'approbation du commerce légal augmentera le risque de commerce illégal, précisant que cette solution n'a jamais été testée.

Le Nigeria, avec le soutien du Kenya, le Qatar et l'Union européenne s'opposent à la proposition, faisant valoir que la légalisation du commerce des cornes de rhinocéros stimulera la demande, offrira des possibilités de blanchiment et risquera d'entraver ou de réduire à néant les efforts de conservation déployés par d'autres États de l'aire de répartition des rhinocéros. L'Union européenne estime que la proposition ne remplit pas les critères de sauvegarde énoncés dans la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17).

Le Nigeria, avec l'appui du Kenya, souhaite que soient consignées au procès-verbal ses objections aux conclusions tirées par l'Eswatini quant aux décisions précédemment prises au sujet des propositions concernant les éléphants, les girafes et les grands félins.

Le Zimbabwe, avec l'appui du Botswana, l'Afrique du Sud, le Japon, la République démocratique du Congo et la République-Unie de Tanzanie, expriment leur soutien à la proposition, invoquant sa capacité à favoriser la conservation à long terme de l'espèce. Le Zimbabwe fait observer que ce sont les États de l'aire de répartition qui assument les coûts élevés de la protection des populations de rhinocéros, ajoutant que l'interdiction du commerce de la corne de rhinocéros par la CITES n'a pas empêché le déclin des populations du fait du braconnage et de la chasse. Le Japon juge la proposition conforme à la résolution Conf. 8.3 (Rev. CoP13), *Reconnaissance des avantages du commerce de la faune et de la flore sauvages*.

L'Environmental Investigation Agency, s'exprimant également au nom de l'Animal Welfare Institute, la Born Free Foundation, Born Free USA, le CCA, le Center for Biological Diversity, la David Shepherd Wildlife Foundation, Eurogroup for Animals, HSI, le Japan Tiger and Elephant Fund, le NRDC, Outraged South African Citizens Against Rhino Poaching (OSCAP), la Pan African Sanctuary Alliance, ProWildlife, le Species Survival Network et World Animal Protection, s'opposent à la proposition.

La Private Rhino Owners Association (PROA), s'exprimant également au nom de Conservation Force et de l'IWMC-World Conservation Trust, ainsi que d'autres organisations de même sensibilité, appuient la proposition, insistant sur les coûts élevés liés à la conservation et à la gestion du rhinocéros et sur la dépendance envers les seuls donateurs, et invitant les Parties à tenir compte des besoins des communautés rurales.

L'Eswatini demande un vote à bulletins secrets, conformément à l'article 27.2 du Règlement intérieur, et reçoit le soutien de plus de dix Parties.

Avec 25 voix pour, 102 voix contre et sept abstentions, la proposition CoP18 Prop. 8 visant à supprimer l'annotation à l'inscription à l'Annexe II de la population de *Ceratotherium simum simum* de l'Eswatini est rejetée.

Les États-Unis d'Amérique déclarent avoir voté contre la proposition.

La Namibie présente la **proposition CoP18 Prop. 9** visant à transférer la population de *Ceratotherium simum simum* de Namibie de l'Annexe I à l'Annexe II avec l'annotation suivante : "À seule fin de permettre le commerce international : a) d'animaux vivants vers des destinations appropriées et acceptables ; et b) de trophées de chasse. Tous les autres spécimens sont considérés comme des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I et leur commerce est réglementé en conséquence". Elle déclare que la population de la Namibie, la deuxième plus importante au monde, ne remplit plus les critères d'inscription à l'Annexe I tels qu'énoncés dans la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17). Notant que l'abattage et le commerce illégaux représentent la plus grande menace qui pèse sur la sous-espèce, elle insiste sur le volume des ressources investies dans sa conservation et dans la réduction du commerce illégal d'espèces sauvages, ainsi que sur la nécessité d'inciter à poursuivre les efforts.

L'Afrique du Sud, le Botswana, l'Eswatini, le Japon, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Zimbabwe et IWMC-World Conservation Trust soutiennent la proposition. Ils estiment globalement que la sous-espèce ne répond plus aux critères biologiques d'inscription à l'Annexe I, que des mesures efficaces de gestion et de lutte contre la fraude ont été prises, que les efforts de conservation déployés par la Namibie doivent être récompensés et que le transfert à l'Annexe II encouragera les investissements.

Le Bénin, le Kenya et Born Free, s'exprimant également au nom du groupe de travail sur les rhinocéros du Species Survival Network et avec l'appui de l'Animal Welfare Institute, de la Born Free Foundation, de Born Free USA, de Catholic Concerns for Animals, du Center for Biological Diversity, de la David Shepherd Wildlife Foundation, de l'Environmental Investigation Agency, de l'Eurogroup for Animals, de Humane Society International, du Japan Tiger and Elephant Fund, du Natural Resources Defense Council, de l'OSCAP, de la Pan African Sanctuary Alliance, de ProWildlife, du Species Survival Network et de World Animal Protection s'opposent à la proposition.

La Namibie demande un vote à bulletins secrets et reçoit le soutien de plus de dix Parties.

Avec 39 voix pour, 82 voix contre et 11 abstentions, la proposition CoP18 Prop. 9 visant à transférer la population de *Ceratotherium simum simum* de Namibie de l'Annexe I à l'Annexe II assortie d'une annotation est rejetée.

Les États-Unis d'Amérique déclarent avoir voté contre la proposition.

Israël présente la **proposition CoP18 Prop. 13** visant à inscrire *Mammuthus primigenius* à l'Annexe II, conformément au paragraphe 2 b) de l'article II de la Convention. Il précise que cette proposition a pour objet de soutenir les efforts visant à lutter contre le commerce illégal de l'ivoire d'éléphant en empêchant son blanchiment sous forme d'ivoire de mammoth.

L'Éthiopie, s'exprimant également au nom de la Coalition pour l'éléphant d'Afrique, et le Gabon appuient la proposition. Ils conviennent que l'espèce remplit les critères d'inscription à l'Annexe II tels qu'énoncés au paragraphe 2 b) de l'Article II.

L'Afrique du Sud, le Canada, la Chine, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Fédération de Russie et l'Union européenne s'opposent à la proposition. Ils considèrent globalement que la proposition visant à inscrire une espèce disparue sort du champ d'application de la Convention, qu'il est facile de faire la distinction entre ivoire d'éléphant et ivoire de mammoth et que l'on ne dispose pas de suffisamment de données probantes pour affirmer que de l'ivoire de mammoth sert au blanchiment d'ivoire d'éléphant. Le Canada et les États-Unis d'Amérique estiment par ailleurs que cette proposition d'inscription représenterait une charge supplémentaire pour les Parties, aussi bien sur le plan administratif qu'en matière de lutte contre la fraude.

L'Afrique du Sud demande des précisions sur la question de savoir si les espèces disparues peuvent être prises en considération au titre du processus CITES. Le Secrétariat répond que selon les conclusions de son évaluation, cette proposition sort du champ d'application de la Convention et que l'examen des cas

particuliers, tel que présenté en détail dans l'annexe 3 de la résolution Conf. 9.24 (Rev. CoP17), ne s'applique qu'aux espèces disparues déjà inscrites aux Annexes.

Constatant qu'aucun consensus ne se dégage clairement, Israël invoque l'article 24.2 du Règlement intérieur et demande que la proposition soit modifiée à l'aide de l'annotation suivante : "Ne comprend que les sculptures d'ivoire de mammoth. Tous les autres parties et produits ne relèvent pas des dispositions de la Convention". Le Secrétariat précise que la définition du terme "spécimen" d'espèces animales inscrites aux Annexes I et II, telle qu'elle figure au paragraphe b) de l'article I de la Convention, ne permet pas d'exclure les "parties et produits" et que de ce fait, la proposition d'annotation n'est pas autorisée aux fins de la Convention.

Israël déclare qu'il retirera sa proposition si le Comité accepte à la place deux projets de décisions. Le Président demande à Israël de consulter le Canada, la Fédération de Russie et les autres Parties intéressées au sujet d'éventuels projets de décisions, et de présenter un document de séance pour examen ultérieur.

L'Australie présente simultanément les **propositions CoP18 Prop. 14, CoP18 Prop. 15, CoP18 Prop. 16 et CoP18 Prop. 17** visant à transférer respectivement *Leoporillus conditor*, *Pseudomys fieldi praeconis*, *Xeromys myoides* et *Zyzomys pedunculatus* de l'Annexe I à l'Annexe II. Elle indique que l'examen de ces espèces, mené à bien conformément à la résolution Conf. 14.8 (Rev. CoP17), *Examen périodique des espèces inscrites aux Annexes I et II*, a été présenté à la 30<sup>e</sup> session du Comité pour les animaux, lequel a approuvé la recommandation de transfert de ces espèces à l'Annexe II. Elle précise en outre que l'inscription en vigueur de *P. fieldi praeconis* n'est pas conforme à la nomenclature actuellement acceptée et recommande de la remplacer par *P. fieldi*.

La Nouvelle-Zélande appuie la proposition, déclarant que bien que ces espèces continuent de remplir les critères biologiques, elles ne répondent pas (et n'ont jamais répondu) aux critères commerciaux d'inscription à l'Annexe I.

Les propositions CoP18 Prop. 14, CoP18 Prop. 15, CoP18 Prop. 16 et CoP18 Prop. 17 visant à transférer respectivement *Leoporillus conditor*, *Pseudomys fieldi praeconis*, *Xeromys myoides* et *Zyzomys pedunculatus* de l'Annexe I à l'Annexe II sont acceptées par consensus.

La séance est levée à 17h13.



Motion Proposal 7 [25.08.2019 2:53:09 PM]

Quorum: Yes > 66.66%

EU-Vote: block

YES: 87.18%

1	Afghanistan	YES
2	Albania	Not Allowed
3	Algeria	Not Present
4	Angola	Not Present
5	Antigua and Barbuda	Present
6	Argentina	YES
7	Armenia	Not Present
8	Australia	YES
9	Austria	YES (eu)
10	Azerbaijan	Not Allowed
11	Bahamas	YES
12	Bahrain	Not Present
13	Bangladesh	YES
14	Barbados	YES
15	Belarus	Not Allowed
16	Belgium	YES (eu)
17	Belize	YES
18	Benin	YES
19	Bhutan	YES
20	Bolivia (Plurinational State of)	YES
21	Bosnia and Herzegovina	Not Allowed
22	Botswana	YES
23	Brazil	ABST
24	Brunei Darussalam	Not Allowed
25	Bulgaria	YES (eu)
26	Burkina Faso	YES
27	Burundi	YES
28	Cabo Verde	Present
29	Cambodia	NO
30	Cameroon	YES
31	Canada	NO
32	Central African Republic	YES
33	Chad	YES
34	Chile	YES
35	China	NO
36	Colombia	ABST
37	Comoros	Not Present
38	Congo	Not Allowed
39	Costa Rica	YES
40	Côte d'Ivoire	YES
41	Croatia	YES (eu)
42	Cuba	YES
43	Cyprus	YES (eu)
44	Czech Republic	YES (eu)
45	Democratic Republic of the Congo	ABST
46	Denmark	YES (eu)
47	Djibouti	Not Allowed
48	Dominica	Not Allowed
49	Dominican Republic	YES



Motion Proposal 7 [25.08.2019 2:53:09 PM]

50	Ecuador	YES
51	Egypt	YES
52	El Salvador	Not Allowed
53	Equatorial Guinea	Not Allowed
54	Eritrea	YES
55	Estonia	YES (eu)
56	Eswatini	ABST
57	Ethiopia	YES
58	European Union	Voted
59	Fiji	YES
60	Finland	YES (eu)
61	France	YES (eu)
62	Gabon	YES
63	Gambia	Not Allowed
64	Georgia	Not Present
65	Germany	YES (eu)
66	Ghana	YES
67	Greece	YES (eu)
68	Grenada	Not Allowed
69	Guatemala	Present
70	Guinea	Not Present
71	Guinea-Bissau	Not Allowed
72	Guyana	NO
73	Honduras	YES
74	Hungary	YES (eu)
75	Iceland	NO
76	India	YES
77	Indonesia	NO
78	Iran (Islamic Republic of)	Not Allowed
79	Iraq	Not Allowed
80	Ireland	YES (eu)
81	Israel	YES
82	Italy	YES (eu)
83	Jamaica	NO
84	Japan	NO
85	Jordan	YES
86	Kazakhstan	Not Allowed
87	Kenya	YES
88	Kuwait	Not Present
89	Kyrgyzstan	Not Present
90	Lao People's Democratic Republic	NO
91	Latvia	YES (eu)
92	Lebanon	YES
93	Lesotho	Not Present
94	Liberia	Not Allowed
95	Libya	Not Allowed
96	Liechtenstein	NO
97	Lithuania	YES (eu)
98	Luxembourg	YES (eu)
99	Madagascar	ABST
100	Malawi	YES
101	Malaysia	NO
102	Maldives	YES



Motion Proposal 7 [25.08.2019 2:53:09 PM]

103	Mali	YES
104	Malta	YES (eu)
105	Mauritania	Not Present
106	Mauritius	Not Allowed
107	Mexico	YES
108	Monaco	YES
109	Mongolia	Not Present
110	Montenegro	YES
111	Morocco	YES
112	Mozambique	ABST
113	Myanmar	YES
114	Namibia	YES
115	Nepal	YES
116	Netherlands	YES (eu)
117	New Zealand	YES
118	Nicaragua	ABST
119	Niger	YES
120	Nigeria	YES
121	North Macedonia	Not Allowed
122	Norway	NO
123	Oman	Not Present
124	Pakistan	Not Allowed
125	Palau	YES
126	Panama	Not Allowed
127	Papua New Guinea	YES
128	Paraguay	Not Allowed
129	Peru	YES
130	Philippines	YES
131	Poland	YES (eu)
132	Portugal	YES (eu)
133	Qatar	YES
134	Republic of Korea	YES
135	Republic of Moldova	YES
136	Romania	YES (eu)
137	Russian Federation	ABST
138	Rwanda	YES
139	Saint Kitts and Nevis	Not Present
140	Saint Lucia	Not Present
141	Saint Vincent and the Grenadines	Present
142	Samoa	ABST
143	San Marino	Not Allowed
144	Sao Tome and Principe	Not Allowed
145	Saudi Arabia	YES
146	Senegal	YES
147	Serbia	Not Allowed
148	Seychelles	YES
149	Sierra Leone	YES
150	Singapore	YES
151	Slovakia	YES (eu)
152	Slovenia	YES (eu)
153	Solomon Islands	Not Present
154	Somalia	Present
155	South Africa	NO



Motion Proposal 7 [25.08.2019 2:53:09 PM]

156	Spain	YES (eu)
157	Sri Lanka	YES
158	Sudan	YES
159	Suriname	YES
160	Sweden	YES (eu)
161	Switzerland	YES
162	Syrian Arab Republic	Not Allowed
163	Tajikistan	Present
164	Thailand	YES
165	Togo	YES
166	Tonga	NO
167	Trinidad and Tobago	Not Present
168	Tunisia	YES
169	Turkey	YES
170	Uganda	NO
171	Ukraine	Not Present
172	United Arab Emirates	YES
173	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	YES (eu)
174	United Republic of Tanzania	YES
175	United States of America	YES
176	Uruguay	YES
177	Uzbekistan	Not Allowed
178	Vanuatu	ABST
179	Venezuela (Bolivarian Republic of)	ABST
180	Viet Nam	YES
181	Yemen	Not Allowed
182	Zambia	Not Present
183	Zimbabwe	YES



## Motion Proposal 8 [25.08.2019 3:48:55 PM]

### Proposal 8

Quorum: Yes > 66.66%

EU-Vote: block

YES: 19.69%

1	Afghanistan	Not Present
2	Albania	Not Allowed
3	Algeria	Voted
4	Angola	Voted
5	Antigua and Barbuda	Voted
6	Argentina	Voted
7	Armenia	Not Present
8	Australia	Voted
9	Austria	Voted (eu)
10	Azerbaijan	Not Allowed
11	Bahamas	Voted
12	Bahrain	Not Present
13	Bangladesh	Voted
14	Barbados	Voted
15	Belarus	Not Allowed
16	Belgium	Voted (eu)
17	Belize	Voted
18	Benin	Voted
19	Bhutan	Voted
20	Bolivia (Plurinational State of)	Voted
21	Bosnia and Herzegovina	Not Allowed
22	Botswana	Voted
23	Brazil	Present
24	Brunei Darussalam	Not Allowed
25	Bulgaria	Voted (eu)
26	Burkina Faso	Voted
27	Burundi	Voted
28	Cabo Verde	Voted
29	Cambodia	Voted
30	Cameroon	Voted
31	Canada	Voted
32	Central African Republic	Voted
33	Chad	Voted
34	Chile	Voted
35	China	Voted
36	Colombia	Voted
37	Comoros	Not Present
38	Congo	Not Allowed
39	Costa Rica	Voted
40	Côte d'Ivoire	Voted
41	Croatia	Voted (eu)
42	Cuba	Voted
43	Cyprus	Voted (eu)
44	Czech Republic	Voted (eu)
45	Democratic Republic of the Congo	Voted
46	Denmark	Voted (eu)
47	Djibouti	Not Allowed
48	Dominica	Not Allowed
49	Dominican Republic	Voted



Motion Proposal 8 [25.08.2019 3:48:55 PM]

Proposal 8

50	Ecuador	Voted
51	Egypt	Voted
52	El Salvador	Not Allowed
53	Equatorial Guinea	Not Allowed
54	Eritrea	Voted
55	Estonia	Voted (eu)
56	Eswatini	Voted
57	Ethiopia	Voted
58	European Union	Voted
59	Fiji	Voted
60	Finland	Voted (eu)
61	France	Voted (eu)
62	Gabon	Voted
63	Gambia	Not Allowed
64	Georgia	Voted
65	Germany	Voted (eu)
66	Ghana	Voted
67	Greece	Voted (eu)
68	Grenada	Not Allowed
69	Guatemala	Voted
70	Guinea	Voted
71	Guinea-Bissau	Not Allowed
72	Guyana	Voted
73	Honduras	Voted
74	Hungary	Voted (eu)
75	Iceland	Voted
76	India	Voted
77	Indonesia	Voted
78	Iran (Islamic Republic of)	Not Allowed
79	Iraq	Not Allowed
80	Ireland	Voted (eu)
81	Israel	Voted
82	Italy	Voted (eu)
83	Jamaica	Voted
84	Japan	Voted
85	Jordan	Voted
86	Kazakhstan	Not Allowed
87	Kenya	Voted
88	Kuwait	Not Present
89	Kyrgyzstan	Not Present
90	Lao People's Democratic Republic	Voted
91	Latvia	Voted (eu)
92	Lebanon	Voted
93	Lesotho	Voted
94	Liberia	Not Allowed
95	Libya	Not Allowed
96	Liechtenstein	Voted
97	Lithuania	Voted (eu)
98	Luxembourg	Voted (eu)
99	Madagascar	Voted
100	Malawi	Voted
101	Malaysia	Voted
102	Maldives	Voted



Motion Proposal 8 [25.08.2019 3:48:55 PM]

Proposal 8

103	Mali	Voted
104	Malta	Voted (eu)
105	Mauritania	Not Present
106	Mauritius	Not Allowed
107	Mexico	Voted
108	Monaco	Voted
109	Mongolia	Not Present
110	Montenegro	Voted
111	Morocco	Voted
112	Mozambique	Voted
113	Myanmar	Voted
114	Namibia	Voted
115	Nepal	Voted
116	Netherlands	Voted (eu)
117	New Zealand	Voted
118	Nicaragua	Voted
119	Niger	Voted
120	Nigeria	Voted
121	North Macedonia	Not Allowed
122	Norway	Voted
123	Oman	Not Present
124	Pakistan	Not Allowed
125	Palau	Not Present
126	Panama	Not Allowed
127	Papua New Guinea	Voted
128	Paraguay	Not Allowed
129	Peru	Voted
130	Philippines	Voted
131	Poland	Voted (eu)
132	Portugal	Voted (eu)
133	Qatar	Voted
134	Republic of Korea	Voted
135	Republic of Moldova	Voted
136	Romania	Voted (eu)
137	Russian Federation	Voted
138	Rwanda	Present
139	Saint Kitts and Nevis	Not Present
140	Saint Lucia	Voted
141	Saint Vincent and the Grenadines	Voted
142	Samoa	Voted
143	San Marino	Not Allowed
144	Sao Tome and Principe	Not Allowed
145	Saudi Arabia	Voted
146	Senegal	Voted
147	Serbia	Not Allowed
148	Seychelles	Voted
149	Sierra Leone	Voted
150	Singapore	Voted
151	Slovakia	Voted (eu)
152	Slovenia	Voted (eu)
153	Solomon Islands	Not Present
154	Somalia	Voted
155	South Africa	Voted



Motion Proposal 8 [25.08.2019 3:48:55 PM]

Proposal 8

156	Spain	Voted (eu)
157	Sri Lanka	Voted
158	Sudan	Voted
159	Suriname	Voted
160	Sweden	Voted (eu)
161	Switzerland	Voted
162	Syrian Arab Republic	Not Allowed
163	Tajikistan	Voted
164	Thailand	Voted
165	Togo	Voted
166	Tonga	Not Present
167	Trinidad and Tobago	Not Present
168	Tunisia	Voted
169	Turkey	Voted
170	Uganda	Voted
171	Ukraine	Not Present
172	United Arab Emirates	Voted
173	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Voted (eu)
174	United Republic of Tanzania	Voted
175	United States of America	Voted
176	Uruguay	Voted
177	Uzbekistan	Not Allowed
178	Vanuatu	Present
179	Venezuela (Bolivarian Republic of)	Voted
180	Viet Nam	Voted
181	Yemen	Not Allowed
182	Zambia	Not Present
183	Zimbabwe	Voted



Motion Proposal 9 [25.08.2019 4:29:50 PM]

Proposal 9

Quorum: Yes > 66.66%

EU-Vote: block

YES: 32.23%

1	Afghanistan	Not Present
2	Albania	Not Allowed
3	Algeria	Voted
4	Angola	Not Present
5	Antigua and Barbuda	Voted
6	Argentina	Voted
7	Armenia	Not Present
8	Australia	Voted
9	Austria	Voted (eu)
10	Azerbaijan	Not Allowed
11	Bahamas	Voted
12	Bahrain	Voted
13	Bangladesh	Voted
14	Barbados	Voted
15	Belarus	Not Allowed
16	Belgium	Voted (eu)
17	Belize	Voted
18	Benin	Voted
19	Bhutan	Voted
20	Bolivia (Plurinational State of)	Not Present
21	Bosnia and Herzegovina	Not Allowed
22	Botswana	Voted
23	Brazil	Voted
24	Brunei Darussalam	Not Allowed
25	Bulgaria	Voted (eu)
26	Burkina Faso	Voted
27	Burundi	Voted
28	Cabo Verde	Present
29	Cambodia	Voted
30	Cameroon	Voted
31	Canada	Voted
32	Central African Republic	Voted
33	Chad	Voted
34	Chile	Voted
35	China	Voted
36	Colombia	Voted
37	Comoros	Not Present
38	Congo	Not Allowed
39	Costa Rica	Voted
40	Côte d'Ivoire	Voted
41	Croatia	Voted (eu)
42	Cuba	Voted
43	Cyprus	Voted (eu)
44	Czech Republic	Voted (eu)
45	Democratic Republic of the Congo	Voted
46	Denmark	Voted (eu)
47	Djibouti	Not Allowed
48	Dominica	Not Allowed
49	Dominican Republic	Voted



Motion Proposal 9 [25.08.2019 4:29:50 PM]

Proposal 9

50	Ecuador	Voted
51	Egypt	Voted
52	El Salvador	Not Allowed
53	Equatorial Guinea	Not Allowed
54	Eritrea	Voted
55	Estonia	Voted (eu)
56	Eswatini	Voted
57	Ethiopia	Voted
58	European Union	Voted
59	Fiji	Voted
60	Finland	Voted (eu)
61	France	Voted (eu)
62	Gabon	Voted
63	Gambia	Not Allowed
64	Georgia	Voted
65	Germany	Voted (eu)
66	Ghana	Voted
67	Greece	Voted (eu)
68	Grenada	Not Allowed
69	Guatemala	Present
70	Guinea	Voted
71	Guinea-Bissau	Not Allowed
72	Guyana	Voted
73	Honduras	Voted
74	Hungary	Voted (eu)
75	Iceland	Voted
76	India	Voted
77	Indonesia	Voted
78	Iran (Islamic Republic of)	Not Allowed
79	Iraq	Not Allowed
80	Ireland	Voted (eu)
81	Israel	Voted
82	Italy	Voted (eu)
83	Jamaica	Voted
84	Japan	Voted
85	Jordan	Voted
86	Kazakhstan	Not Allowed
87	Kenya	Voted
88	Kuwait	Not Present
89	Kyrgyzstan	Not Present
90	Lao People's Democratic Republic	Voted
91	Latvia	Voted (eu)
92	Lebanon	Not Present
93	Lesotho	Voted
94	Liberia	Not Allowed
95	Libya	Not Allowed
96	Liechtenstein	Voted
97	Lithuania	Voted (eu)
98	Luxembourg	Voted (eu)
99	Madagascar	Voted
100	Malawi	Voted
101	Malaysia	Voted
102	Maldives	Voted



Motion Proposal 9 [25.08.2019 4:29:50 PM]

Proposal 9

103	Mali	Voted
104	Malta	Voted (eu)
105	Mauritania	Not Present
106	Mauritius	Not Allowed
107	Mexico	Voted
108	Monaco	Voted
109	Mongolia	Not Present
110	Montenegro	Voted
111	Morocco	Voted
112	Mozambique	Voted
113	Myanmar	Voted
114	Namibia	Voted
115	Nepal	Voted
116	Netherlands	Voted (eu)
117	New Zealand	Voted
118	Nicaragua	Voted
119	Niger	Voted
120	Nigeria	Voted
121	North Macedonia	Not Allowed
122	Norway	Voted
123	Oman	Not Present
124	Pakistan	Not Allowed
125	Palau	Not Present
126	Panama	Not Allowed
127	Papua New Guinea	Voted
128	Paraguay	Not Allowed
129	Peru	Voted
130	Philippines	Voted
131	Poland	Voted (eu)
132	Portugal	Voted (eu)
133	Qatar	Voted
134	Republic of Korea	Voted
135	Republic of Moldova	Voted
136	Romania	Voted (eu)
137	Russian Federation	Voted
138	Rwanda	Voted
139	Saint Kitts and Nevis	Not Present
140	Saint Lucia	Voted
141	Saint Vincent and the Grenadines	Voted
142	Samoa	Voted
143	San Marino	Not Allowed
144	Sao Tome and Principe	Not Allowed
145	Saudi Arabia	Voted
146	Senegal	Voted
147	Serbia	Not Allowed
148	Seychelles	Voted
149	Sierra Leone	Voted
150	Singapore	Voted
151	Slovakia	Voted (eu)
152	Slovenia	Voted (eu)
153	Solomon Islands	Not Present
154	Somalia	Voted
155	South Africa	Voted



Motion Proposal 9 [25.08.2019 4:29:50 PM]

Proposal 9

156	Spain	Voted (eu)
157	Sri Lanka	Voted
158	Sudan	Voted
159	Suriname	Voted
160	Sweden	Voted (eu)
161	Switzerland	Voted
162	Syrian Arab Republic	Not Allowed
163	Tajikistan	Not Present
164	Thailand	Voted
165	Togo	Voted
166	Tonga	Not Present
167	Trinidad and Tobago	Not Present
168	Tunisia	Voted
169	Turkey	Voted
170	Uganda	Voted
171	Ukraine	Not Present
172	United Arab Emirates	Voted
173	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Voted (eu)
174	United Republic of Tanzania	Voted
175	United States of America	Voted
176	Uruguay	Voted
177	Uzbekistan	Not Allowed
178	Vanuatu	Present
179	Venezuela (Bolivarian Republic of)	Voted
180	Viet Nam	Voted
181	Yemen	Not Allowed
182	Zambia	Voted
183	Zimbabwe	Voted